

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 25/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BLANCHARD TP

59 rue de l'Atlantique
44115 Basse-Goulaine

Références : N3-2023-73-RapportInspection
Code AIOT : 0100012951

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2023 dans l'établissement BLANCHARD TP implanté rue Pierre et Marie Curie - ZAC de la Noe Bachelon Parcelle n° 0235 Section DR 44430 Le Loroux-Bottereau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLANCHARD TP
- rue Pierre et Marie Curie - ZAC de la Noe Bachelon Parcelle n° 0235 Section DR 44430 Le Loroux-Bottereau
- Code AIOT : 0100012951
- Régime : Néant (site exploité en situation irrégulière)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Transit de déchets de chantiers de désamiantage

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Contrôle inopiné, suite à identification d'un centre de transit de déchets d'amiante en situation irrégulière, sans protection et facilement accessible à des tiers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 07/07/2019, article L. 171-7	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'agit d'un centre de transit d'amiante en situation irrégulière, la benne de stockage est à proximité immédiate de la voie publique sans protection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/07/2019, article L. 171-7
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation d'une installation illicite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée – Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.</p> <p>Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.</p> <p>L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.</p>
<p>Constats – A la suite d'inspections menées dans la ZAC de la Nöe Bachelon au Loroux-Bottereau (44430), le 20 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un lot de bennes entreposées, rue Pierre et Marie Curie, sur la parcelle DR0235 qui appartient à la SCI Pierre et Marie Curie dont le propriétaire est M. Loïc BLANCHARD.</p> <p>L'une d'entre elles contient 7 bigs-bags de déchets d'amiante provenant de chantiers de désamiantage, facilement reconnaissables à la signalétique portée par ces emballages, à la technique de fermeture des bigs-bags et aux scellés apposés sur leur fermeture. Le volume total peut-être estimé à près de 7 mètres cubes représentant plusieurs tonnes de déchets amiantés, évalué à environ 5 tonnes.</p> <p>Plusieurs de ces bennes portent le logo « ECOCENTRE – Valorisation-Recyclage – 02 40 31 65 56 », ce qui a conduit l'inspection des installations classées à questionner la société 2B RECYCLAGE, implantée de l'autre côté de la voie publique (rue Pierre et Marie Curie), repreneuse de l'ECOCENTRE jusque-là exploité par la société BLANCHARD TP dont M. Loïc BLANCHARD est le dirigeant. Il ressort que les bennes identifiées sont restées la propriété de la société BLANCHARD TP, spécialisée dans les chantiers de désamiantage dont le siège social est situé 59 rue de l'Atlantique à Basse-Goulaine (44115).</p> <p>Sur le plan réglementaire, les déchets d'amiante sont des déchets dangereux. Leur transit relève de la législation des installations classées, sous la rubrique 2718 de sa nomenclature qui classe un tel stockage temporaire sous le régime de l'autorisation dès lors que le dépôt dépasse la masse de 1 tonne.</p> <p>Dans le cas présent, l'exploitant ne dispose pas de l'autorisation administrative requise pour exercer cette activité et n'a engagé aucune démarche visant à se manifester et à présenter une demande d'autorisation.</p> <p>Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de mettre la société BLANCHARD TP en demeure de régulariser ou de résorber ce transit de déchets dangereux constitué de manière irrégulière et, à titre conservatoire, de suspendre cette activité et d'évacuer les déchets dans l'attente de la régularisation de cet établissement si l'exploitant en fait la demande.</p> <p>L'inspection des installations classées demande que les justificatifs d'élimination des déchets lui</p>

soient transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, mesures conservatoires (suspension et évacuation des déchets)
Proposition de délais : 1 jour